

France

30/04/2024

Le PIB français augmente plus rapidement que prévu

La croissance du PIB en France a été plus rapide qu'attendue, de 0.2% sur le trimestre. Une accélération de la croissance dans les prochains mois est peu probable.

Croissance plus forte que prévu

La croissance trimestrielle du PIB français s'est établie à 0.2% au premier trimestre, un chiffre un peu meilleur qu'attendu, après une hausse de 0.1% au quatrième trimestre 2023. La croissance du PIB a été permise par une reprise de la demande intérieure finale, notamment la consommation des ménages, qui augmente de 0.4% sur le trimestre, grâce à une hausse de la consommation alimentaire, énergétique et de services. Les investissements sont également en hausse au niveau des entreprises (+0.5% contre -0.8% le trimestre précédent), en particulier grâce aux investissements en information-communication, comme des administrations publiques (+1.5% contre +0.4%). En revanche, les investissements des ménages continue de diminuer nettement, de 1.5% sur le trimestre après une chute de 6.9% en 2023.

Toutes ensemble, les différentes composantes de la demande intérieure contribuent ainsi pour 0.4 points à la croissance du PIB contre une contribution nulle au trimestre précédent. En revanche, la contribution du commerce extérieure devient nulle, après avoir fortement contribué à la croissance en 2023, les importations étant reparties à la hausse (0.2% sur le trimestre, contre une chute de 2.3% au T4). Une fois encore, les stocks contribuent très négativement à la croissance, de -0.2 points.

En termes de secteur, ce sont sans surprise les services qui ont porté la croissance au cours du trimestre, leur production augmentant de 0.8% sur le trimestre. La production manufacturière a légèrement diminué, de 0.1%, et celle de la construction est restée stable.

L'économie française a donc démarré l'année d'une façon plus dynamique que prévu. En outre, la croissance a été revue à la hausse au troisième trimestre 2023. Tout cela permet que l'acquis de croissance à l'issue du premier trimestre soit plus important qu'anticipé, pour s'établir à 0.5%. Cela signifie que la prévision de croissance du gouvernement de 1% pour l'année sera plus facilement atteignable que prévu, même si cette prévision reste ambitieuse.

Pas d'accélération de la croissance en vue

Pour la suite, les indicateurs ne signalent pas à une accélération forte de la croissance. Au contraire. Le climat des affaires s'est dégradé en avril, aussi bien dans l'industrie que les services et le bâtiment. Les chefs d'entreprises sont nettement moins confiants concernant l'activité future. La confiance des consommateurs est reparti à la baisse en avril, s'établissant 10 points en dessous de sa moyenne historique. Les Français semblent plus pessimistes concernant l'évolution future de leur situation financière et sont plus nombreux à vouloir épargner. Ces premières données pour le deuxième trimestre indiquent que la croissance économique ne devrait pas accélérer fortement au cours du printemps, et qu'elle restera probablement modérée. L'embellie pourrait venir du contexte international, et donc des exportations, dans un contexte où l'économie allemande semble sortir de son creux conjoncturel. Une croissance trimestrielle comprise entre 0.1 et 0.2% au deuxième trimestre est probable. Une croissance un peu plus dynamique pourrait se faire sentir au cours de la deuxième partie d'année, l'inflation plus faible permettant aux ménages de gagner du pouvoir d'achat, ce qui serait bénéfique à la consommation si la confiance des consommateurs ne se dégrade pas davantage, et la baisse des taux d'intérêts pouvant faire repartir à la hausse l'investissement des ménages, même si la politique budgétaire plus restrictive pourrait limiter l'accélération attendue. In fine, nous tablons sur une croissance du PIB de 0.8% pour 2024, après 0.9% en 2023. Pour 2025, nous prévoyons une croissance de 1.3%.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.